

Maxime CIARLETTA
Olivier DESPLATS
Bastien LEGRAND
Philippe MAILLET
Commissaires aux Comptes

CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL ROUBAIX HAUTS-DE- FRANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Ce rapport contient 20 pages

117, rue Nationale
59700 MARCQ-EN-BARŒUL CEDEX
Tél. : 03 20 14 78 99
fcac@fcconseil.com

 **fcconseil.com**

SARL au capital de 150.000€ - RCS B 424 491 801 - Siret 424 491 801 00017 - APE 6920 Z
Inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes et rattachée à la CRCC de Douai

CENTRE CHOREGRAPHIQUE
NATIONAL ROUBAIX HAUT-DE-
FRANCE
33 Rue de l'Epeule
59100 ROUBAIX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Chorégraphique National de Roubaix Hauts-de-France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqué et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

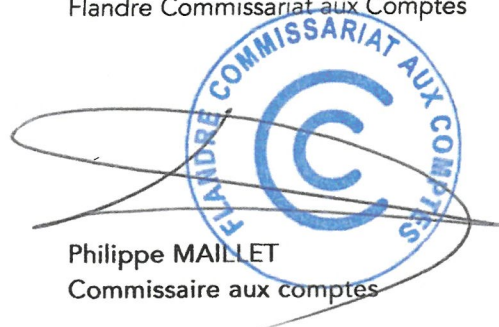


Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq-en-Barœul, le 25 juin 2024
Flandre Commissariat aux Comptes



Philippe MAILLET
Commissaire aux comptes

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	68 166	68 166		
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	344 862	232 408	112 454	61 434
	Autres immobilisations corporelles	530 757	487 941	42 816	67 815
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours	35 555		35 555	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 860		1 860	1 860
TOTAL (I)		981 201	788 515	192 686	131 109
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	102 625		102 625	36 837
	Autres créances	294 137		294 137	337 223
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	347 570		347 570	382 405
	Charges constatées d'avance	41 746		41 746	41 702
	TOTAL (II)	786 077		786 077	798 167
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 767 277	788 515	978 762	929 275
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

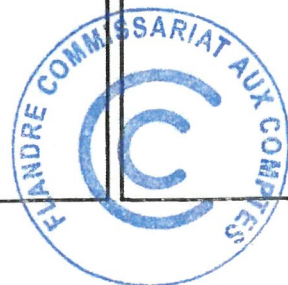
31/12/2023

31/12/2022

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	146 860	146 860
	Report à nouveau	215 210	256 869
	Résultat de l'exercice	376	(41 658)
	Total des fonds propres	362 446	362 071
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	117 298	97 556
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	117 298	97 556
	Total des fonds associatifs	479 744	459 627
Provisions	Provisions pour risques	50 000	50 000
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	50 000	50 000
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	33 379	27 637
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	33 379	27 637
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	403	356
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	255 287	259 113
	Dettes fiscales et sociales	125 163	106 484
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 110	4 770
	Produits constatés d'avance	32 676	21 288
	Total des dettes	415 640	392 012
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		978 762	929 275
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	375,77	(41 658,05)
	(1) Dont à moins d'un an	415 640	392 012
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	403	356
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	371 956	446 073
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	2 522 885	2 558 619
	Dons		
	Cotisations	22 803	16 839
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	543	10
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	23 964	140 518
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	2 942 152	3 162 058
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	927 326	1 163 765
	Impôts, taxes et versements assimilés	36 041	46 717
	Rémunération du personnel	1 247 901	1 253 020
	Charges sociales	565 200	594 245
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	61 193	70 051
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	134 783	140 246
	Total des charges d'exploitation	2 972 445	3 268 044
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(30 292)	(105 986)
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	1 650	728
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	2 014	245
	2 - RESULTAT FINANCIER	(364)	483
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(30 656)	(105 503)
	Produits exceptionnels	36 774	36 575
	Charges exceptionnelles		39 456
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	36 774	(2 881)
	Impôts sur les sociétés	8 637	68 474
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	14 379	1 749
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	2 989 213	3 267 835
	TOTAL DES CHARGES	2 988 837	3 309 493
	EXCEDENT ou DEFICIT	376	(41 658)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 978 762 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de 2 989 213 euros et un total **charges** de 2 988 837 euros, dégageant ainsi un **résultat** de 376 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre exception faite du changement de méthode concernant la comptabilisation de la provision des indemnités de fin de carrière évoquée ci-après.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Aucun stock n'est constaté à la fin de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Indemnités de fin de carrière

L'association n'a pas conclu d'accords particuliers de retraite ou de pension vis-à-vis des salariés ou de ses dirigeants.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite n'ont fait l'objet d'aucune provision, la probabilité de verser une indemnité de retraite aux salariés de l'entreprise étant faible. Les engagements de fin de carrière, en terme d'indemnités de départ, peuvent être évalués : 113 081 euros en ce qui concerne les départs potentiels sur les 5 prochaines années. (salariés qui auront atteint l'âge légal de la retraite).

La méthode de calcul retenue est la suivante:

Sont ici calculées les indemnités à verser à terme aux salariés dont la probabilité de départ en retraite est prévue sur les 5 prochaines années selon la formule de calcul suivante:

$$E = Mp (Aa/Af) * (1+t)^n * (1+CS) * Cm$$

E : montant de l'engagement pour indemnités de départ à la retraite

Mp : montant de l'indemnité à l'âge de départ à la retraite

Aa : ancienneté du salarié au 31 décembre de l'exercice en nombre d'années

Af : ancienneté totale du salarié, le jour où il partira à la retraite

CS : taux de charges fiscales et sociales (50 %)

t : taux d'actualisation (2 % l'an)

Cm: Coefficient de mortalité

Sans tenir compte d'un coefficient de turn-over, l'engagement global à financer au moment venu représente un montant potentiel de 271 625 euros.

Créances cédées à des établissements de crédit

Les créances cédées dans le cadre de la loi Dailly et non échues au 31 décembre 2023 s'élèvent à 0 €

Valorisation des contribution volontaire en nature (bénévolat)

Les contributions en nature ne sont pas valorisées en 2023 car l'association n'a pas recours au bénévolat.

Les temps passés par les administrateurs lors des Conseils d'Administration ne sont pas valorisés.

Règlement ANCC

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	112 438				44 271	68 166
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	112 438				44 271	68 166
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	264 990		79 872			344 862
	Instal., agencement, aménagement divers	395 755				10 466	385 289
	Matériel de transport	2 835				2 835	
	Matériel de bureau, mobilier	151 950		7 342		13 825	145 468
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			35 555			35 555
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	815 531		122 770		27 126	911 174	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 860					1 860
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 860					1 860
TOTAL		929 829		122 770		71 398	981 201

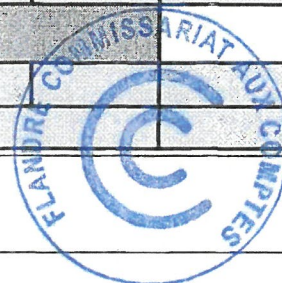


Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	112 438		44 271	68 166
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	112 438		44 271	68 166
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	203 556	28 852		232 408
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	347 433	21 921	10 466	358 889
	Matériel de transport	2 835		2 835	
	Matériel de bureau, mobilier	132 458	10 419	13 825	129 052
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	686 282	61 193	27 126	720 349
TOTAL		798 720	61 193	71 398	788 515

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							



Provisions

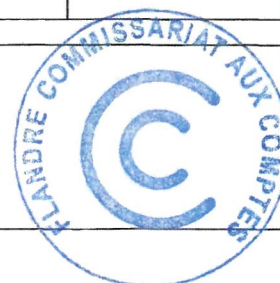
Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	50 000			50 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	50 000			50 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	50 000			50 000

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		
--	--	--

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Les PRC concernent des provisions (salariales, d'exploitation et contractuelles) diverses.



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2023

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	1 860		1 860
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	102 625	102 625	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	148	148	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 195	3 195	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	54 278	54 278	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	231 819	231 819	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	4 696	4 696	
	Charges constatées d'avances	41 746	41 746	
	TOTAL DES CREANCES	440 367	438 507	1 860
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice			
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2023

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	403	403		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	255 287	255 287		
	Personnel et comptes rattachés	17 274	17 274		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	98 634	98 634		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	6 982	6 982		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 273	2 273		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	2 110	2 110		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	66 055	66 055		
	TOTAL DES DETTES	449 018	449 018		
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

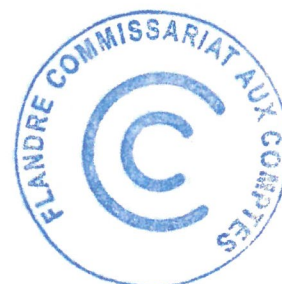
Le ligne libellée "produits constatés d'avance" se compose de produits constatés d'avances à hauteur de 32676 euros et de fonds dédiés pour un montant de 33379 euros, soit pour un montant total de 66055 euros.



Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
POLITIQUE DE LA VILLE ET PREFECTURE			13 379	13 379
PAS DE CALAIS 2021	10 334	5 334		5 000
DANSE EN CHANTIER			1 000	1 000
INSTITUT FRANCAIS	14 000			14 000
AUTRES FONDS 2022 REALISES EN 2023	3 302	3 302		
TOTAL	27 637	8 637	14 379	33 379

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				



Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2023
Capital social					
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecart de réévaluation					
Réserve légale					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	146 860				146 860
Report à nouveau	256 869	(41 658)			215 210
Résultat de l'exercice	(41 658)	41 658		376	376
Subventions d'investissement	97 556			19 741	117 298
Provisions réglementées					
TOTAL	459 627			20 117	479 744

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

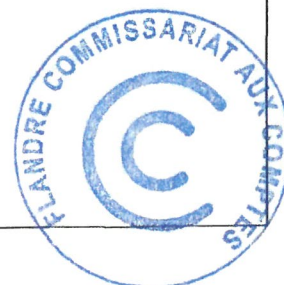
¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 459 627

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 459 627

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 20 117



Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

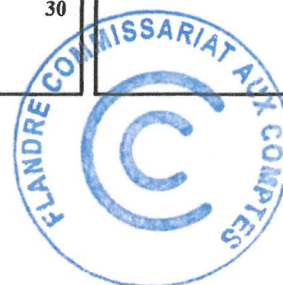
Effectif moyen

31/12/2023

Interne

Externe

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE		31/12/2023	Interne	Externe
	Cadres & professions intellectuelles supérieures		12	
	Professions intermédiaires			
	Employés		18	
	Ouvriers			
	TOTAL		30	



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		237 251
Autres créances		237 251
<i>AVOIRS NON PARVENUS</i>	2 835	
<i>IJ SS</i>	1 728	
<i>ORG SOC - PRODUITS A RECEV</i>	456	
<i>VILLE DE ROUBAIX - SUB A RECEV</i>	37 743	
<i>REGION - SUB A RECEVOIR</i>	181 788	
<i>ETAT - PRODUITS A RECEVOIR</i>	12 287	
<i>DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR</i>	414	

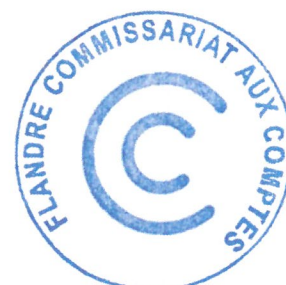


Charges à payer

Etat exprimé en euros

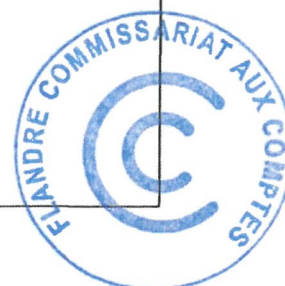
31/12/2023

Total des Charges à payer		98 029
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		403
<i>INTERETS COURUS A PAYER</i>	403	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		80 459
<i>FOURNISSEURS -FRES NON PARVENU</i>	80 459	
Dettes fiscales et sociales		17 166
<i>PROVISION CONGES A PAYER</i>	8 184	
<i>DETTES PROVIS. PR CET A PAYER</i>	1 765	
<i>PERSONNEL - AUTRES CHARGES A P</i>	429	
<i>FEUILLIE ALEXANDRA</i>	97	
<i>GROUD SYLVAIN</i>	28	
<i>MOMOT PHILIPPE</i>	11	
<i>NICTOU CHRYSTEL</i>	354	
<i>PEREIRA ROBERT</i>	854	
<i>RAVELOSON CHARLINE</i>	60	
<i>SCHWEIZER JOANA</i>	35	
<i>CHARGES SOC S/CONGES A PAYER</i>	4 305	
<i>CHARGES SOCIALES SUR CET A PAYER</i>	889	
<i>ORG SOCIAUX- CHARGES A PAYER</i>	43	
<i>CHARGES FISC S/CONGES A PAYER</i>	92	
<i>CHARGES FISCALES SUR CET A PAYER</i>	20	



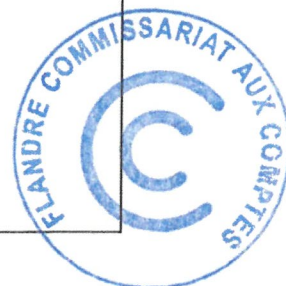
Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		41 746	41 746
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			41 746



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		32 676	32 676
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			32 676



ANNEXE aux comptes annuels exercice 2023

Détail des subventions

source : comptes
annuels certifiés
2023

	nature	2023
ETAT		1 141 621 €
	<i>dont fonctionnement</i>	1 049 170 €
	<i>dont projet</i>	92 451 €
REGION Hauts de France		700 804 €
	<i>dont fonctionnement</i>	700 804 €
VILLE DE ROUBAIX		550 374 €
	<i>dont fonctionnement</i>	430 186 €
	<i>dont projet</i>	120 188 €
DEPARTEMENT DU NORD		100 000 €
	<i>dont fonctionnement</i>	100 000 €
MEL LILLE METROPOLE		30 086 €
	<i>dont projet</i>	30 086 €
TOTAL		2 522 885 €

Rémunérations allouées aux dirigeants

Conformément à l'article 20 de la Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

Conformément à l'article L212-15-1 du Code du Travail, sont considérés comme ayant la qualité de cadres dirigeants, les cadres auxquels sont confiés des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans leur entreprise.

La rémunération brute, avantages en nature et indemnités compris des trois cadres dirigeants les mieux rémunérés s'élève à 163 856 € au titre de l'exercice.

